



Mémoire du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal  
au projet de modifications à la Charte de la Ville de Montréal.

1982 , projet de loi no. 200 .

Déposé à la Commission Parlementaire des Affaires Municipales .

Le 14 juin 1982 .

---

Conscient de sa responsabilité comme représentant d'une grande proportion de la population montréalaise, le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal présente aujourd'hui son analyse des modifications à la Charte de la Ville de Montréal, qui seront étudiées par cette commission parlementaire .

Le RCM , encore une fois , joue son rôle de protecteur des droits démocratiques de la population et , autant que possible, de la justice sociale dans les matières qui sont de la responsabilité de l'Administration municipale .

Nos recommandations porteront principalement sur les points suivants :

- le droit d'affichage et de produire des affiches ,
- la perception de la taxe d'eau et les droits des locataires,
- les subventions à la rénovation et les droits des locataires,
- les Sociétés d'Initiative et de Développement des Artères Commerciales ,
- l'érosion des pouvoirs du Conseil Municipal et l'extension de ceux du comité exécutif ,
- l'administration de Terre des Hommes ,
- les procédures électorales , et
- l'annexion de parties des territoires de Côte St-Luc et Hampstead .

---

I. PROCEDURES ELECTORALES

---

Article 9b .  
Provision d'un gabarit pour les électeurs handicapés visuels .  
Article 10 .  
Vote par anticipation .  
Article 76a .  
Serment de l'électeur .  
Article 77 .  
Serment de l'électeur qui vote par anticipation .

---

Le RCM est très favorable aux modifications proposées à l'article 305 concernant le vote des personnes aveugles et à l'article 311c et à la formule 23b concernant le vote par anticipation des personnes handicapées .

Il y a huit mois, les 52 conseillers du Parti Civique avaient rejeté ces mêmes amendements , alors que nous étions les seuls à les défendre au Conseil Municipal.

Nous demandions à la Ville de prévoir la possibilité pour les personnes aveugles de voter au moyen d'un gabarit. Nous demandions à ce que les personnes handicapées puissent voter normalement aux bureaux de scrutin par anticipation. Enfin, nous demandions à ce que les scrutateurs à ces bureaux ne puissent décider arbitrairement quelles pièces d'identification un électeur doit présenter avant de pouvoir voter .

Pour faire valoir ces demandes, nous avons fait appel à la Commission des droits de la personne et à l'Office des personnes handicapées. Nous avons également consulté le Regroupement des Aveugles et Amblyopes du Québec , le Comité Provincial des Malades , L'Association des Paraplégiques du Québec et le Comité de Liaison des Handicapés du Québec , qui nous ont appuyé dans nos pressions sur la Ville. Finalement, après plusieurs mois d'interventions, nous avons réussi à faire plier l'Administration, qui s'est ralliée aux amendements présentement devant nous.

C'est donc très fortement que nous recommandons à cette commission d'adopter les articles 9b , 10 et 77 de ce projet de loi , qui sont le fruit d'un long travail de l'opposition à l'Hôtel de Ville .

En ce qui concerne l'article 76a, le RCM souhaiterait attirer l'attention de cette commission sur deux erreurs que contient depuis longtemps la formule d'assermentation des électeurs :

- d'une part, les alinéa 4 et 5 sont formulés d'une manière sexiste ,
- d'autre part, l'alinéa 3 ne tient pas compte de l'existence du vote par anticipation .

---

Recommandations :

A l'alinéa 3 de l'article 76a, enlever le mot "aujourd'hui" .  
Aux alinéa 4 et 5 de cet article , enlever les mots "soit par votre femme" .

---

---

## II. LA FIXATION D'UN BAREME POUR LES AMENDES MUNICIPALES

---

### Article 15 .

Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 465, du suivant :

" 466. Le conseil peut, par règlement, prévoir que si le contrevenant à un règlement qu'il spécifie est une corporation, l'amende qui peut être imposée comme peine par un juge pour l'infraction doit, dans le cas d'une peine minimum, être le double du montant de cette peine et peut, dans le cas d'une peine maximum, être le double du montant de cette peine.

---

Le RCM est très favorable au principe de cette modification, qui vise à établir un barème progressif dans la détermination du montant des amendes municipales.

Pour être à la fois efficaces et justes, les amendes imposées doivent être adaptées à la capacité de payer des contrevenants. La modification proposée s'inspire de cette considération et rejoint en cela la tendance actuelle du droit pénal québécois.

Cependant, nous souhaiterions que la Ville dispose également du pouvoir de fixer des montants d'amende variables selon la taille des corporations. Pour une grande ville comme Montréal, dont les pouvoirs réglementaires sont nombreux et diversifiés, une telle clause nous apparaît essentielle.

Il nous apparaît en effet absurde de vouloir fixer un critère unique pour l'ensemble de la réglementation municipale. Dans certains cas, tels les infractions aux permis d'occupation, l'amende double pourrait se révéler être un fardeau injuste pour certaines petites compagnies ou pour des bureaux de professionnels. Dans d'autres cas, tels les infractions aux permis de construction et autres règlements de zonage, l'amende double pourrait se révéler insuffisante et ne pas atteindre l'effet escompté.

Pour ces raisons, nous recommandons de remplacer l'article 466 par le suivant :

" 466. Le Conseil peut, aux conditions qu'il détermine, imposer des amendes plus importantes selon que le contrevenant à un règlement est un individu ou une corporation, ou selon la taille de la corporation .

---

### Recommandation :

Remplacer l'article 466 par le suivant :

" 466. Le Conseil peut, aux conditions qu'il détermine, imposer des amendes plus importantes selon que le contrevenant à un règlement est un individu ou une corporation, ou selon la taille de la corporation.

---

### III. LE DROIT D'AFFICHER ET DE PRODUIRE DES AFFICHES

#### Article 18 .

L'article 521 de cette charte ( ... ) est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 11° par les suivants :

- " 11° a) Autoriser ou prohiber la pose et la vente des placards, affiches ou annonces ;  
b) ( ... )  
c) ( ... )  
d) ( ... )  
e) Prévoir, au cas d'infraction, leur enlèvement par la ville aux frais du contrevenant ;  
f) Obliger ceux pour le compte de qui ces placards, affiches ou annonces sont posés, maintenus, vendus ou réalisés, ainsi que leurs agents ou mandataires, à fournir à un employé de la ville chargé d'appliquer ce règlement tous les renseignements requis concernant la réalisation, la distribution et l'affichage de ces objets; et  
g) obliger ceux qui sont responsables de la distribution ou de la pose de ces placards, affiches ou annonces à exercer une diligence raisonnable pour s'assurer du respect des exigences de ce règlement.  
11a° ( ... ) "

Le RCM reconnaît que l'affichage dit "sauvage" peut poser des problèmes à une Administration municipale et que celle-ci devrait avoir à sa disposition certains pouvoirs de réglementation à cet effet.

Cependant, nous nous interrogeons sérieusement sur l'étendue des pouvoirs réclamés par la Ville et sur le type de régime auquel elle entend soumettre tant les distributeurs que les producteurs d'affiches à Montréal.

En 1977, la Ville de Montréal avait demandé à l'Assemblée Nationale le pouvoir :

- de réglementer ou prohiber la pose ou la vente des placards, affiches et circulaires, tant sur les lieux publics que privés ,
- d'en réglementer la distribution ,
- d'en réglementer la production et l'impression .

( 1977, amend. à l'a. 521, 11° )

De plus, la Ville demandait à ce que, "lorsqu'un placard ou une affiche est apposée ou qu'une circulaire est distribuée, la personne au profit de laquelle cet objet apparaît avoir été fait ou produit soit présumée responsable de toute infraction s'y rapportant " ( 1977, amend. à l'art. 1150 b ) . En conséquence, l'Administration demandait le pouvoir de saisir et confisquer tout matériel relié à l'infraction ( 1977, amend. à l'art. 521, 11° ) .

Au Conseil Municipal, le RCM avait été le seul à s'opposer à cette mesure. L'octroi de tels pouvoirs à la Ville aurait constitué un précédent non seulement au Québec mais dans l'ensemble du Canada. Sous le couvert du contrôle de l'affichage, le Service de Police se serait vu autorisé à harceler, perquisitionner et saisir tant les groupes et organisations qui émettent des affiches que les imprimeurs et graphistes qui ne font qu'offrir un service à la population.

( suite p. suivante )

En outre, le renversement du fardeau de la preuve aurait rendu ces personnes coupables par association jusqu'à ce que prouvées innocentes, principe qui va à l'encontre des bases de notre droit.

A l'époque, l'Assemblée Nationale avait fort heureusement réussi à faire retirer l'amendement.

Mais la Ville a de nouveau tenté, en novembre 1981, de présenter une mesure similaire. Là encore, tous les conseillers du Parti Civique ont appuyé l'amendement et nous avons été les seuls à nous y opposer. Nous avons fait pression à travers les media pour qu'il soit de nouveau retiré, et nous y avons réussi.

Aujourd'hui, la Ville présente une troisième version de ce texte. C'est la première fois que le RDM a l'occasion de l'examiner publiquement, puisqu'il n'a jamais été soumis au Conseil Municipal.

Ce texte nous apparaît relativement plus acceptable. Mais nous aimerions être certains de ses implications juridiques. Les tentatives précédentes du Parti Civique nous amènent à nous méfier, et nous nous interrogeons sur certaines formulations.

Ainsi, à l'alinéa f, il est dit que la Ville pourrait obliger les auteurs d'affiches à fournir tous les renseignements requis concernant la réalisation, la distribution et l'affichage de ces objets. Jusqu'où les inspecteurs de la Ville pourront-ils aller ? La nature des renseignements exigibles sera-t-elle définie par règlement ou laissée à la discrétion des inspecteurs ? La Ville pourra-t-elle demander des renseignements sur les activités internes des groupes qui produisent des affiches ? Un groupe aura-t-il à répondre de l'utilisation qui est faite de chacune de ses affiches ? Sera-t-il tenu de fournir les noms et adresses des personnes à qui des copies de ces affiches auront été remises ?

Enfin, de quels recours ces groupes disposeront-ils pour se prémunir contre les interrogatoires abusifs ou répétés ou, tout simplement, pour connaître leurs droits ? Par la combinaison des alinéa f et g du présent article, la Ville pourrait-elle accuser de négligence fautive un groupe qui serait incapable ou qui refuserait de transmettre aux inspecteurs certains renseignements ? Et comment seraient définis les contrevenants dont il est question à l'alinéa e ?

Cette commission devrait s'assurer d'obtenir des réponses à ces questions avant de procéder. Nous voulons avoir l'assurance que les pouvoirs répressifs que la Ville souhaitait obtenir en 1977 et 1981 ne sont plus dans ce texte. Ces pouvoirs, nous le répétons, constituent une grave érosion des droits civiques des montréalais. Et il serait de la responsabilité du Gouvernement du Québec et de l'Assemblée Nationale de voir à ce que la Ville de Montréal ne les obtienne pas, comme cela a été fait en 1977 et en 1981. Les débats sur les versions antérieures ont été trop controversés et trop lourds de conséquences pour que cette commission parlementaire néglige de demander des clarifications. Nous voulons savoir quel sens la Ville de Montréal se sentira autorisée à donner au présent article.

A notre sens, ce texte devrait être déposé pour reformulation.

Et nous souhaiterions également que, la prochaine fois, la Ville de Montréal soumette ses projets d'amendements au Conseil Municipal avant de les soumettre à l'Assemblée Nationale.

---

Recommandation :

Que l'article 18 soit retiré pour reformulation.

---

---

#### IV. LE STATIONNEMENT SUR DES TERRAINS PRIVES

---

##### Article 20 .

L'article 522 de cette charte ( ... ) est modifié :

- ( ... )  
4° par l'addition des paragraphes suivants :  
" 43° ( ... )  
44° Interdire aux conducteurs de véhicules de stationner ou laisser leurs véhicules sur un terrain privé sans l'autorisation écrite du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, ( ... ) ; prévoir le remorquage et le remisage de ces véhicules, aux frais de leurs propriétaires ; "
- 

Le RCM est conscient que des problèmes de stationnement illégal peuvent se poser non seulement sur la voie publique mais également sur des espaces privés.

Actuellement, lorsqu'un véhicule est stationné en infraction sur une voie de garage résidentielle, le seul recours du propriétaire de l'endroit est de faire remorquer à ses frais le véhicule, et ensuite de tenter d'obtenir remboursement de la part du fautif. Le RCM croit qu'il y aurait lieu de donner à la Ville de Montréal le pouvoir d'intervenir lorsque l'infraction a lieu sur un espace de stationnement résidentiel .

Cependant, nous ne pensons pas que la Ville de Montréal devrait affecter ses policiers à la surveillance des parcs de stationnement commerciaux, à celle des terrains devant les centres d'achat, ou à celle des cours industrielles. La responsabilité de surveiller ces terrains et d'intervenir en cas d'infraction devrait continuer d'appartenir aux propriétaires de ces endroits et aux agences de sécurité employées à cet effet. Il n'appartient pas à la Ville de Montréal de se substituer aux agences de sécurité privées.

---

##### Recommandation :

Remplacer, à la 3e ligne de l'alinéa 44°, les mots "terrain privé" par "espace de stationnement résidentiel" .

---

---

V. TERRE DES HOMMES

---

Article 22a .

L'article 528 de cette charte ( ... ) est modifié par le remplacement des paragraphes 3<sup>o</sup>, 3<sup>a</sup>, et 4<sup>o</sup> par ce qui suit:

" 3<sup>o</sup> ( ... )

Activités sur les îles Ste-Hélène et Notre-Dame .

4 Exploiter sur les îles Ste-Hélène et Notre-Dame des activités culturelles, récréatives et touristiques ; y ériger des immeubles à ces fins ou permettre qu'il en soit érigé par des tiers et leur céder à cette fin tout ou partie de l'emplacement par bail emphytéotique ou droit de superficie ; céder en tout ou en partie les droits de la ville sur ces lieux à une société sans but lucratif constituée à la requête de la ville .

( ... )"

---

Depuis l'Expo 67, il n'y a jamais eu de consultation publique sur l'avenir des îles Ste-Hélène et Notre-Dame et de leurs installations.

En 1977, la Ville de Montréal a formé l'AMARC ( l'Association montréalaise des activités récréatives et culturelles ), une fiction juridique afin de se soustraire à l'obligation de tenir des soumissions publiques et de rendre des comptes au Conseil Municipal. Les élus de la population ont alors perdu le contrôle de la gestion de Terre des Hommes et de son déficit permanent , qui est depuis ce temps administrée par un conseil d'administration privé.

Les îles des montréalais ne peuvent plus continuer d'être gérées de cette façon. Nous voulons que Terre des Hommes soit administrée par une société municipale à caractère public, responsable devant le Conseil au même titre que l'est déjà la Société Municipale d'Habitation.

Nous souhaiterions que le conseil d'administration de cette société siège publiquement et que, parmi ses membres, figurent des représentants des organismes culturels et de loisir de la métropole.

Enfin, nous aimerions que la Ville se donne la possibilité de confier à des sociétés différentes la gestion des différentes parties de Terre des Hommes. Ces sociétés auraient des mandats et une composition distincts et pourraient, selon les cas, faire des profits. Ainsi, par exemple La Ronde pourrait être administrée par une société à buts lucratifs, dont les profits seraient versés au fonds de la Ville, tandis que le reste de l'archipel continuerait d'être géré sur une base non lucrative.

---

Recommandations :

1. Que la Ville puisse confier la gestion de Terre des Hommes à une ou plusieurs sociétés municipales publiques ( pouvant être à buts lucratifs ) .
  2. Que les conseils d'administration de ces sociétés soient représentatifs des organismes culturels et de loisir et que leurs séances soient publiques .
-



---

VI. LES SOCIÉTÉS D'INITIATIVES ET DE DÉVELOPPEMENT  
D'ARTÈRES COMMERCIALES ( S. I. D. A. C. )

---

Article 24 .

L'article 543b de cette charte ( ... ) est remplacé par le suivant:

" 543b. 1. Le conseil peut, par règlement, définir les limites d'une zone commerciale à l'intérieur de laquelle peut être formé un seul district commercial ( ... ) et prévoir la constitution d'une société d'initiative et de développement ayant compétence dans ce district.

( ..... )

---

Le RCM est favorable au principe de la revitalisation des artères commerciales de la ville.

Nous pensons que, dans certains quartiers, les commerçants font face à des problèmes de survie auxquels l'Administration municipale a la responsabilité de parer. Et nous pensons que le meilleur moyen d'aider les artères commerciales en déclin est d'inciter les commerçants qui s'y trouvent établis à se regrouper afin de pouvoir développer des stratégies d'action concertées. Nous sommes donc d'accord avec la création des SIDAC, qui ne sont au départ que des formes de regroupement de marchands, régis selon la formule Rand.

Cependant, il nous apparaît indispensable de voir à ce que ces SIDAC puissent fonctionner d'une manière démocratique. Les commerçants concernés ont le droit de s'attendre à ce qu'il leur soit donné les moyens de participer démocratiquement au fonctionnement de leur association. Ils ont le droit de disposer des mêmes outils démocratiques et des mêmes recours que les membres de n'importe quelle corporation, syndicat ou association constitués. Et il est de la responsabilité de la Ville de Montréal de voir à ce qu'il en soit ainsi.

Or, des lacunes ont jusqu'à maintenant été constatées à cet égard:

---

A) L'ADOPTION DU BUDGET ET DU MONTANT DES COTISATIONS

---

" 20. A une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin, la société adopte son budget de fonctionnement ainsi que tout projet comportant des dépenses de nature capitale dont le financement pourra être effectué par emprunt avec l'autorisation de la ville. "

" 22. Dès la réception du budget de fonctionnement, le conseil peut l'approuver après s'être assuré que toutes les formalités ont été suivies pour son adoption et peut décréter par règlement une cotisation dont il détermine le mode de calcul et le nombre de versements. "

---

Lors de l'adoption de leur premier budget, les membres des quatre SIDAC de Montréal ont été amenés à ratifier en assemblée générale leurs prévisions de dépenses sans être informés

( suite p. suivante )

du montant des cotisations nécessaires pour financer ces dépenses. Ce n'est que plusieurs semaines après la tenue de l'assemblée que les membres ont appris le montant de ce qu'ils devraient désormais acquitter. Plusieurs ont eu le sentiment d'avoir été manipulés.

Nous ne voulons pas voir ce genre de situation se répéter lors de l'adoption des budgets l'an prochain.

Il n'entre pas dans le rôle de la Ville de Montréal de former des petits royaumes impénétrables dans ses différents quartiers. Des associations imposées d'en haut ou dont la direction échappe au contrôle de la base n'aideront en rien l'artère commerciale. Pour devenir les instruments de concertation que l'on attend d'elles, les SIDAC doivent être des institutions démocratiques.

En conséquence, nous demandons à ce que les alinéa 20 et 22 soient modifiés de manière à indiquer que le montant des cotisations à la SIDAC devra être déterminé par les membres réunis en assemblée générale.

---

#### B) LE DROIT DE VOTE DES MEMBRES ET L'ELIGIBILITE A DES POSTES ELECTIFS

---

" 17. Lorsqu'une cotisation devient exigible, en totalité ou en partie, seuls les membres qui ont acquitté leur cotisation sont éligibles au conseil d'administration et peuvent exercer leur droit de vote. "

" 29. Cette requête est présentée au comité exécutif qui décrète une consultation des membres ayant acquitté toute partie exigible de leur cotisation, selon les modalités que le conseil détermine par règlement. "

---

Nous demandons également à cette commission de rejeter les nouvelles clauses prévues aux alinéa 17 et 29, selon lesquelles un membre qui accuse retard dans le paiement de sa cotisation deviendrait privé de son droit de vote et de son droit de se présenter à un poste électif.

Nous rappelons que la cotisation à la SIDAC n'est pas une taxe volontaire. Une fois qu'elle est fixée, elle devient exigible auprès de tout membre, qu'il participe ou non à son association. Des pénalités financières sont de toute façon imposées aux retardataires, comme pour toute taxe ou impôt payés en retard.

Décréter que les retardataires perdront en plus leur droit de vote relève de l'absurdité et de l'injustice la plus flagrante.

---

#### C) L'ADHESION VOLONTAIRE D'UN MEMBRE EXTERNE

---

" 34. Le paragraphe 28 n'empêche pas une société de prévoir, selon des modalités et à des conditions établies dans ses règlements, l'adhésion volontaire d'une personne qui tient une place d'affaires dans la zone. "

---

Nous constatons à l'alinéa 34 qu'il sera dorénavant possible à un commerçant établi en dehors de l'artère commerciale d'adhérer à une SIDAC. ( Note: le mot "zone", dans le texte de l'article, désigne un territoire plus étendu que l'artère commerciale ).

( suite p. suivante )

Nous nous interrogeons sur le bien-fondé d'une telle provision et demandons qu'à tout le moins, cette possibilité reste sous le contrôle réglementaire du Conseil Municipal.

Le texte de la Ville prévoit que chaque SIDAC pourra déterminer ses propres critères à cet égard. Cela nous paraît inacceptable.

---

#### D) LE DROIT DE TENIR DES ASSEMBLEES

---

" 36. Lorsqu'une assemblée générale spéciale est convoquée à la demande des membres pour un objet particulier, il ne peut être tenu une deuxième assemblée relativement au même objet avant l'expiration de l'exercice financier au cours duquel elle est tenue, sauf avec l'accord du cons. d'admin. "

---

L'alinéa 36 prévoit que les membres d'une SIDAC ne peuvent tenir plus d'une assemblée générale spéciale par an sur le même sujet, sans l'accord du conseil d'administration.

Nous ne voyons pas ce que cet alinéa fait dans la Charte.

Toute la mécanique des assemblées générales, y compris la définition de l'assemblée générale spéciale et de ses conditions de convocation sont déterminées non pas dans la Charte mais par règlement du Conseil. Nous ne voyons pas où se trouve la nécessité d'enchaîner cette clause limitative, si ce n'est pour limiter artificiellement les droits des membres.

---

#### E) LES SUBVENTIONS AUX SIDAC

---

" 35. Le conseil peut, par règlement, aux conditions qu'il détermine, accorder aux sociétés des subventions pouvant, dans chaque cas, représenter une somme équivalente à la partie des revenus de la société prévus à son budget comme provenant de la cotisation des membres ou une somme n'excédant pas le montant maximum fixé par règlement. "

---

Enfin, nous appuyons la Ville de Montréal dans sa volonté d'accorder des subventions aux SIDAC.

Cependant, étant donné la raison d'être même des SIDAC, nous pensons que la Ville devrait obtenir le pouvoir de concentrer ces subventions dans certaines zones géographiques désignées par le Conseil, comme elle le fait dans d'autres programmes. Les marchands des grandes artères commerciales du centre-ville n'éprouvent pas de besoins aussi urgents que les commerçants de quartier. Il ne serait pas souhaitable d'éparpiller l'aide de la Ville auprès des grands établissements qui n'en ont pas besoin.

---

#### Synthèse des recommandations :

- A. Que les alinéa 20 et 22 soient modifiés de manière à indiquer que le montant des cotisations devra être déterminé par les membres réunis en assemblée générale.
  - B. Que tout membre d'une SIDAC y ait le droit de vote et le droit de se présenter à un poste électif ( alinéa 17 et 29 ) .
  - C. Que le conseil détermine les règles concernant l'adhésion volontaire des membres externes à une SIDAC ( alinéa 34 ) .
  - D. Que l'alinéa 36 soit retiré.
  - E. Que le conseil puisse déterminer les secteurs de la ville où seront versées des subventions aux SIDAC. ( alinéa 35 )
-

## VII. LA PERCEPTION DE LA TAXE D'EAU

### Article 32 .

L'article 635 de cette charte, remplacé par l'article 24 du chap. 40 des lois de 1980, est remplacé par le suivant :

" 635. 1° La ville peut, par règlement, rendre le propriétaire d'un immeuble dont le nombre total de logements est de dix ou plus ou dont la valeur locative totale des logements excède la valeur déterminée annuellement par règlement, responsable du paiement de la taxe d'eau et de services pour tous les logements. ( ... )

2° ( ... )

3° ( ... )

4° ( ... )

5° ( ... )

6° ( ... )

7° ( ... )

8° ( ... )

9° Lorsque le bail relatif à un logement situé dans un bâtiment visé par le présent article ne contient pas de disposition relative à l'obligation de payer la taxe de l'eau et de services, ou prescrit que le paiement de cette taxe est à la charge du locataire, ce dernier doit payer au propriétaire le montant de la taxe se rapportant à son logement ( ... ) dans les quinze jours de la réception d'un avis du propriétaire auquel est jointe une copie du compte de la ville. Le présent paragraphe ne s'applique pas lorsque le montant du loyer comprend déjà le remboursement de cette taxe.

10° ( ... ) "

Le RCM, depuis sa fondation, s'oppose à la taxe locative, qu'il considère anti-sociale et régressive. Nous avons, à plusieurs reprises, demandé le remplacement de cette taxe par des formules qui tiennent compte de la capacité de payer des contribuables.

Nous nous sommes également opposés, en 1980, à ce que la responsabilité de la perception de cette taxe soit transférée aux propriétaires. Ce transfert de responsabilité a déjà donné lieu à des abus auprès de locataires, qui se voient harcelés et même menacés d'éviction, particulièrement les personnes à bas revenus tels les personnes âgées, les assistés sociaux et les chômeurs.

En effet, jusqu'en 1980, les personnes à bas revenus étaient, dans la pratique, exemptées du paiement de la taxe d'eau, même si la loi ne le spécifiait pas. En transférant la responsabilité de la perception de la taxe d'eau à des propriétaires ( qui ne se gêneront pas pour la réclamer ), la Ville se trouve à poser un fardeau fiscal supplémentaire auprès de personnes qui figurent parmi les plus démunies de la société .

Nous ne pensons pas qu'il s'agit là d'une attitude responsable. La taxe d'eau est une taxe de la Ville de Montréal ; c'est à elle qu'il revient d'assumer le fardeau politique de sa perception .

( Suite p. suivante )

Nous souhaiterions que cette commission parlementaire rejette l'amendement proposé par la Ville et retourne à l'Administration municipale la responsabilité de percevoir la taxe d'eau.

Cependant, dans l'éventualité où il serait décidé malgré tout d'y donner suite, nous vous demanderions d'y apporter les modifications suivantes :

1° Nous pensons que la Charte devrait prévoir une plus grande souplesse quant aux modalités de paiement de la taxe d'eau du locataire au propriétaire. La Ville prévoit déjà, dans le cas des taxes foncières, le paiement en plusieurs versements sans intérêts. Nous ne voyons pas pourquoi une telle disposition ne s'appliquerait pas au présent cas.

2° Nous aimerions également qu'il soit clairement précisé dans la loi ce qui arrive au locataire qui ne paye pas sa taxe d'eau dans le délai requis. Les articles 1656.4 et 1656.5 du Code Civil autorisent un propriétaire à évictionner un locataire qui accuse un retard dans le paiement de son loyer. Ces clauses s'appliqueraient-elles également au retard dans le paiement de la taxe d'eau ? Nous pensons que le législateur devrait le préciser. Les locataires et les propriétaires ont le droit de savoir clairement quelles sont les règles du jeu. Et la Régie du Logement n'a pas besoin d'un autre imbroglio comme ceux qu'elle a connus dernièrement.

Pour notre part, nous souhaiterions que les clauses d'éviction prévues au Code Civil ne s'appliquent pas ici. Dans toutes les autres municipalités, en effet, le paiement de la taxe d'eau ne fait pas partie des obligations naturelles liées au contrat de location. Nous ne pensons pas qu'il serait sage de commencer, à Montréal, à développer un droit du logement différent de celui du reste du Québec.

Lorsqu'un locataire est en retard dans le paiement de sa taxe d'eau, sa seule pénalité, d'après nous, devrait être de payer des intérêts.

3° Enfin, nous souhaiterions que la loi oblige les propriétaires à transmettre à leurs locataires le texte de l'article qui est devant nous. Des obligations similaires existent dans d'autres lois québécoises, notamment celle relative à la protection des consommateurs. En outre, la Régie du Logement publie chaque année dans son bail-type les extraits pertinents du Code Civil. Nous pensons qu'ici également, il serait dans l'intérêt public de voir à ce que toutes les parties soient bien informées quant à leurs droits.

---

#### Recommandations :

1. Que l'article 32 soit retiré et que la responsabilité de percevoir la taxe d'eau soit retournée à l'Administration municipale.

Si la recommandation no.1 est rejetée, les recommandations suivantes sont faites à l'alinéa 9° de l'art. 635 de la Charte :

2. Qu'il soit prévu la possibilité de payer la taxe d'eau par versements, sans intérêts.
  3. Que le retard dans le paiement de la taxe d'eau ne soit pas une cause d'éviction, au sens des articles 1656.4 et 1656.5 du Code Civil.
  4. Que le propriétaire ait l'obligation de transmettre au locataire copie du présent article.
-

---

## VIII. L'OCTROI DES PERMIS DE PARCS DE STATIONNEMENT

---

### Article 33 .

L'article 649a de cette charte, (....) est remplacé par le suivant:

" 649a. Malgré tout règlement de zonage et aux conditions qu'il impose dans chaque cas, le comité exécutif peut accorder une autorisation personnelle et non transférable d'aménager ou d'exploiter un parc de stationnement. Le comité exécutif peut révoquer cette autorisation, en tout temps, après qu'un avis écrit de trente jours a été donné à l'exploitant par le greffier. "

---

La Charte de la Ville de Montréal prévoit que la responsabilité d'adopter des règlements de zonage appartient au Conseil Municipal et non au comité exécutif.

Il a cependant été constaté qu'en certaines circonstances des besoins inattendus d'espaces de stationnement pouvaient se faire sentir et que les règlements de zonage ne pouvaient prévoir tous ces cas fortuits. Aussi il a été décidé, à l'article 649a de la Charte, d'accorder à l'exécutif le pouvoir d'émettre des permis spéciaux de stationnement nonobstant le zonage, mais pourvu qu'un rapport motivé des services de l'urbanisme et de la circulation soit déposé.

Il s'agissait là d'un pouvoir d'exception touchant une responsabilité qui normalement aurait dû revenir au Conseil Municipal.

Aujourd'hui, le comité exécutif souhaite conserver ce pouvoir de zonage d'exception mais en se soustrayant à l'obligation de déposer des rapports internes. Nous ne pensons pas qu'un tel amendement devrait être accepté par la commission.

Un tel amendement constituerait un dangereux précédent dans l'équilibre des pouvoirs entre le Conseil Municipal et le comité exécutif. Nous ne pensons pas qu'il soit souhaitable que l'exécutif acquiert le pouvoir de passer outre aux règlements de zonage adoptés par le Conseil sans même avoir à lui rendre des comptes.

---

### Recommandation :

Que les mots "après consultation des directeurs des services de l'urbanisme et de la circulation," soient maintenus dans le texte de l'article 649a .

---

---

IX. LES POUVOIRS DU COMITE EXECUTIF ET DU PRESIDENT DU  
COMITE EXECUTIF EN MATIERES BUDGETAIRES

---

Article 34 .

L'article 666 de cette charte est remplacé par le suivant:

" 666. Le comité exécutif peut ajouter au revenu probable de l'exercice suivant, en totalité ou en partie, tout surplus du fonds général déclaré par le directeur du service compétent dans son dernier rapport annuel et non affecté à l'exercice en cours en vertu de l'article 667 .  
( ... )

Cependant le conseil peut, sur recommandation du comité exécutif, ajouter, en totalité ou en partie ce surplus déclaré et non déjà affecté en vertu de l'article 667, aux revenus de l'exercice en cours et modifier en conséquence le budget de l'exercice en cours . "

Article 35 .

L'article 667 de cette charte est remplacé par le suivant:

" 667. Le comité exécutif peut ajouter au revenu probable de l'exercice suivant, en tout ou en partie, tout surplus de l'exercice en cours tel qu'estimé par le directeur du service compétent. "

Article 42 .

L'article 709 de cette charte est remplacé par le suivant:

" 709. Le comité exécutif peut établir des règles régissant les virements de crédits à l'intérieur d'un programme du budget ; ces règles peuvent prévoir que le président du comité exécutif peut autoriser des virements de crédits à l'intérieur d'un sous-programme. "

---

Aux articles 666 et 667 de la Charte, le comité exécutif disposerait, selon le texte proposé, d'une marge de manoeuvre habituellement réservée au Conseil Municipal dans l'approbation des surplus budgétaires .

Nous pensons que les surplus devraient être comptabilisés devant le Conseil , car c'est l'exactitude des prévisions budgétaires de la Ville qu'ils mettent en cause. Une Administration qui surtaxe par erreur ses citoyens devrait avoir des comptes à rendre aux élus de la population.

Par ailleurs, à l'article 709, le président du comité exécutif se verrait accorder un pouvoir permanent d'effectuer certains virements de crédits, sans même consulter les autres membres du comité exécutif de la Ville.

A notre avis, un tel pouvoir constituerait un précédent dans la Charte de la Ville. Les pouvoirs du président du comité exécutif d'agir seul sont jusqu'à présent limités à certaines situations d'urgence. Nous pensons qu'il devrait continuer d'en être ainsi .

---

Recommandations :

Aux articles 666 et 667, prévoir qu'une comptabilisation des surplus accumulés devra être faite devant le Conseil Municipal.

A l'article 709, prévoir que le président du comité exécutif ne sera pas autorisé à effectuer des virements de crédits seul .

---

---

X. L'ETUDE DU BUDGET AU CONSEIL MUNICIPAL

---

Article 36 .

L'article 668 de cette charte est abrogé .

---

Actuellement, l'article 668 de la Charte de la Ville prévoit que, pour les fins de son adoption et de son étude au Conseil municipal, le budget doit être ventilé par service et par activité. Ceci oblige les directeurs de chaque service à comparaître annuellement devant le Conseil pour défendre les crédits qui leur sont alloués et les activités dont ils ont la responsabilité.

Dans la modification qui est devant nous, la Ville demande à être exemptée de cette disposition. Selon la Ville, l'adoption du mode de budgétisation PPBS justifierait une telle modification dans les procédures du Conseil municipal. Nous trouvons cela inacceptable.

Depuis une douzaine d'années, le Gouvernement du Québec lui aussi a adopté le système PPBS. Pourtant, cela n'a pas empêché l'Assemblée Nationale de continuer d'examiner le budget du gouvernement ministère par ministère, activité par activité.

Nous essayons d'imaginer ce qui surviendrait ici à l'Assemblée Nationale si, tout d'un coup, l'on retirait aux députés québécois le droit d'examiner les crédits de cette façon.

L'adoption du système PPBS n'est pas une raison pour abolir la comptabilité des crédits par service. Au Gouvernement du Québec, la coexistence des deux systèmes s'est avérée être un instrument de gestion indispensable pour ses fins internes. Il est probable qu'il en sera de même à la Ville de Montréal.

D'après nous, la seule raison d'être de la modification demandée sera d'empêcher les conseillers municipaux de débattre adéquatement le budget annuel. L'abrogation de l'article 668 n'aura aucun autre effet.

Le contrôle du budget de l'Etat par les représentants du peuple constitue l'une des fonctions les plus classiques des assemblées élues en régime parlementaire. Nous retirer cela, c'est s'attaquer à notre fonction même de parlementaires municipaux.

Par respect pour le parlementarisme, auquel nous croyons, nous demandons à cette commission parlementaire de ne pas donner suite à l'article qui est devant nous.

---

Recommandation :

Que l'article 36 soit retiré .

---



---

## XI. SUBVENTIONS A LA RENOVATION

---

### Article 50 .

Les articles 787a à 787h de cette charte sont remplacés par les suivants :

" 787a. ( ... )

787b. Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs qu'il détermine, décréter que la ville accorde, à l'égard de bâtiments ou de parties de bâtiments reconstruits, rénovés, restaurés, agrandis ou transformés conformément à un règlement adopté en vertu de l'article 787a des subventions ayant pour objet de compenser l'augmentation des taxes foncières pouvant résulter de la réévaluation de tels bâtiments après la fin des travaux.

Le montant de ces subventions ne peut dépasser la somme des maximums établis ci-après :

- a) le premier exercice financier suivant la fin des travaux, ce montant est au plus égal à la différence entre le montant des taxes foncières qui serait dû si l'évaluation du bâtiment n'avait pas été modifiée et le montant des taxes qui est effectivement dû ; et
- b) le deuxième exercice financier suivant la fin des travaux, ce montant est au plus égal à cinquante pour cent de la différence entre le montant des taxes foncières qui serait dû si l'évaluation du bâtiment n'avait pas été modifiée et le montant des taxes qui est effectivement dû .

Dans le cas d'un bâtiment résidentiel, ces subventions ne sont versées que si le propriétaire démontre, de la façon prescrite par le règlement, que le prix du loyer de ses locataires n'a pas été majoré en raison de l'augmentation des taxes foncières. "

---

Le RCM souhaite que le gouvernement municipal participe activement à la préservation et à la rénovation du stock immobilier de la métropole.

L'exode vers les banlieues et le développement urbain anarchique que Montréal a connu durant les années 1970 doivent faire place à une politique intégrée de planification urbaine. Il est de la responsabilité du gouvernement municipal de voir à sauvegarder et à restaurer les bâtiments qui sont réutilisables et à y intégrer de façon harmonieuse les nouvelles constructions.

Les subventions à la rénovation, à la construction et à la démolition, si elles sont utilisées avec discernement, sont des instruments pouvant servir de tels objectifs. Nous pensons qu'il est souhaitable que le Conseil Municipal dispose de toute la marge de manoeuvre nécessaire à cet effet. En conséquence, nous sommes favorables à l'article 787a proposé.

Mais nous avons pu observer dans le passé que la rénovation avait souvent pour effet d'expulser les locataires des vieux quartiers pour les remplacer par une population à revenu plus élevé. Dans certains quartiers centraux de Montréal, telle la Pointe-St-Charles, la rénovation est en train de provoquer des déplacements démographiques inquiétants.

( Suite p. suivante )

Nous ne pensons pas qu'il soit souhaitable que le retour à la ville se fasse aux dépens de la population qui est restée à Montréal. Les quartiers rénovés doivent, selon nous, garder une population diversifiée. Or, les hausses de l'évaluation foncière consécutives à la rénovation ont justement pour effet d'inciter les propriétaires à hausser leurs loyers afin d'amortir leurs coûts.

Pour résoudre ce problème, nous appuyons la Ville de Montréal dans sa démarche pour obtenir le pouvoir de subventionner de telles hausses d'évaluation. Nous souhaiterions cependant que cette subvention s'applique sur une plus longue période que les deux seules années prévues ici. Les travaux de rénovation sont des investissements à long terme ; aussi, nous pensons que ces subventions devraient pouvoir s'étaler pendant cinq ans après les travaux, dans des proportions et selon des critères que le Conseil Municipal déterminera.

Egalement, nous pensons que ces subventions devraient être conditionnelles au maintien dans les lieux des anciens locataires. Le texte de la Ville précise déjà que la subvention ne sera pas accordée si le propriétaire hausse abusivement ses loyers. Nous aimerions surtout qu'il soit spécifié que le propriétaire n'évincera pas ses locataires. Actuellement, l'article 1660 du Code Civil permet à un propriétaire d'évincer ses locataires lorsqu'il désire modifier les divisions ou l'affectation de ses logements. Nous pensons qu'une ville comme Montréal n'atteint pas ses objectifs lorsqu'elle subventionne le remplacement de logements familiaux dans un quartier populaire par des condominiums. Aussi, nous souhaiterions que les propriétaires qui se prévaudront de l'article 1660 du Code Civil pour évincer leurs locataires ne puissent bénéficier de la subvention à la hausse d'évaluation.

Finalement, nous souhaiterions que la Ville conserve son pouvoir actuel de subventionner le loyer des personnes à faible revenu.

La Ville souhaite se départir de ce pouvoir qui lui est accordé par l'article 787e de l'actuelle Charte. Nous ne pensons pas que le Gouvernement du Québec et l'Assemblée Nationale devraient accéder à cette demande.

Si l'Administration de la Ville de Montréal ne souhaite pas se prévaloir de ce pouvoir, c'est une décision qui lui appartient et dont elle aura à assumer la responsabilité politique. Mais nous pensons qu'il s'agit là d'une responsabilité municipale que la Ville devrait conserver dans sa Charte.

---

#### Recommandations :

1. Que les subventions à la hausse d'évaluation puissent être étalées sur cinq ans, dans les proportions et selon les critères déterminés par le Conseil.
  2. Que de telles subventions ne soient pas accordées aux propriétaires qui se prévalent de l'article 1660 du Code Civil pour évincer leurs locataires.
  3. Que l'article 787e de l'actuelle Charte ( concernant les subventions au loyer des personnes à faible revenu ) soit maintenu.
-

---

XII. ANNEXION DE PARTIES DES TERRITOIRES DE HAMPSTEAD ET  
COTE ST - LUC

---

Article 80 .

Annexion d'une partie du territoire de Côte St.Luc .

Article 80a .

Annexion d'une partie du territoire de Hampstead .

---

Le RCM s'oppose à ce que l'on procède à l'annexion des parties des territoires de Hampstead et de Côte St.Luc à Montréal sans que soient consultés les citoyens concernés .

Les citoyens de ces territoires et du quartier avoisinant ont littéralement été bâillonnés. Non seulement n'ont-ils pas été consultés formellement, mais aucune information ne leur a été transmise pendant que se déroulaient les tractations entre les administrations municipales . Aucune étude des coûts et bénéfices n'a non plus été réalisée. Pourtant, c'est toute la vie du quartier qui sera modifiée lorsque, après avoir remembré ces territoires, la Ville de Montréal procédera au développement de l'axe Kildare-Vézina.

Nous demandons au Ministre de ne pas procéder dans l'immédiat aux annexions et d'entreprendre au plus tôt une consultation de la population concernée.

---

Recommandation :

Ne pas procéder à ces annexions tant que les citoyens concernés n'auront pas été consultés .

---